

Discours Joachim Moysé

Cérémonie du lundi 11 novembre 2019

Monsieur le Député,
Madame la Conseillère Départementale,
Monsieur le Président de la FNACA,
Mesdames, Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Le onzième jour du onzième mois à la onzième heure les armes se taisaient. C'était en 1918.

14 – 18 : 4 années de conflit, 8 millions de Français, souvent très jeunes, mobilisés. De la « der des ders », on ne retient presque plus que les vingt millions d'âmes volées à travers le monde. Nul ne sort victorieux d'une telle guerre.

Votre présence, ici, ce matin, devant notre Monument aux Morts où culminent les douleurs de la mémoire stéphanaise, témoigne de l'intérêt que les Stéphanois portent à cette cérémonie du souvenir, mais aussi à l'idée de paix et son œuvre. Elle nous encourage à faire vivre la mémoire collective, lui donner un sens fort dans notre société soumise au doute.

Aujourd'hui, de cette guerre nous n'avons plus de témoin, seules les morts résonnent toujours, prouvant, s'il le faut, à quel point 105 ans après son déclenchement, nous sommes encore marqués collectivement par cette terrible épreuve subie par notre pays et les peuples d'Europe.

Cette mémoire collective, notre mémoire, doit enfanter le devoir. Celui de dire et d'agir, de ne pas rester indifférent et passif face aux violences de notre monde. Jaurès, en 1914, et les fusillés pour l'exemple ont payé de leurs vies la proclamation commune d'une nécessaire paix.

À propos de cette guerre, Henri Barbusse disait : « Deux armées qui se battent, c'est une grande armée qui se suicide. ».

Non, la guerre n'a jamais tué la guerre.

« C'est bien fini, c'est pour toujours ; De cette guerre infâme », chantaient les soldats...

Alors qu'en 1918, des voix américaines tombées dans l'oubli déclinaient un programme de paix autour de la démocratie, du désarmement des nations, de la souveraineté et de l'autodétermination des peuples, un siècle plus tard, qu'en reste-t-il ?

S'il était aux premiers rangs des commémorations de la paix qui avaient lieu à Paris il y a un an, le président « va t'en guerre » des États-Unis porte à lui seul une grande part de responsabilités dans le désordre organisé du monde, et la multiplication folle des attaques faites aux droits des peuples.

J'ai naturellement une pensée singulière pour le peuple kurde.

Vous le savez, les États-Unis de Donald Trump parachèvent depuis le 13 octobre leur désengagement auprès des Kurdes de Syrie, livrant les populations et les combattants des Forces démocratiques syriennes au feu de l'armée turque et à la sauvagerie de ses alliés brandissant la religion en étendard idéologique mortifère.

Des villageois exécutés froidement, des gueules cassées, des familles meurtries... Il est comme un air de déjà-vu.

Les droits des peuples et leur protection sont toujours à l'ordre du jour. La solidarité internationale est une exigence de notre temps.

Ce désastre actuel – malheureusement parmi tant d'autres - nous appelle à une grande responsabilité.

Il réside notamment dans les capitulations successives de la France et des pays de l'Union européenne face à l'arrogance du régime totalitaire d'Erdogan. Personne ne peut prétendre qu'il ignorait ses ambitions nettoyage ethnique, comme cela a été le cas à Afrin. Comment prétendre méconnaître le mépris de la justice, du droit, des institutions et la destruction de la démocratie quand des milliers de démocrates croupissent dans les prisons turques ?

S'il est un fil rouge aux guerres, c'est bien la négation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Il y a cent ans, à l'issue de la première guerre mondiale, étaient signés les accords de paix du Traité de Versailles. C'est cette paix, abîmée, fragilisée, que nous commémorons et devons continuer à commémorer activement au quotidien.

Méditons les méfaits de la guerre, refusons sa banalisation, quel que soit l'endroit où elle se déroule, œuvrons pour la paix, partout dans le monde et agissons au quotidien pour construire l'amitié entre les peuples, pour développer la culture de paix.

Oui, une culture de paix.

Parce que nous sommes de ceux qui considèrent que la guerre constitue toujours une défaite de l'humanité et que la paix est à la base du socle politique qui nous rassemble, à un moment où les facteurs de déstabilisation sont toujours présents sur notre planète, je tiens à rappeler combien la Municipalité de Saint-Étienne-du-Rouvray entend prendre toute sa place dans la construction d'un monde plus juste en promouvant la non-violence et la paix.

C'est possible si nous agissons contre les rapports de domination et si nous opposons à la violence, la coopération.

Faisons donc de ce 11 novembre une journée du souvenir de toutes ces vies arrachées par des appétits inhumains, mais aussi de solidarité avec toutes ces femmes et de tous ces hommes, qui, vent debout, résistent aux tentations de dominations idéologiques, antidémocratiques ou de discriminations raciales au quotidien.

Je vous remercie.